

Une autre décennie de conflit ?

Par JACQUES DECORNOY 1/9/71 ^{LM}

L'annonce du voyage de M. Nixon à Pékin, la relative diminution des opérations terrestres au Vietnam du Sud, le retrait limité mais régulier des troupes américaines ont fait passer la guerre d'Indochine à l'arrière-plan de l'actualité et des préoccupations. Le président des Etats-Unis parle plus de la Chine que du conflit, dont la fin ne paraît pas en vue. Mme Binh a présenté en juillet un nouveau plan de paix, et pourtant la conférence de Paris semble être à nouveau entrée dans une longue période de sommeil. Au Sud, une partie de la population va voter, le 3 octobre, nul ne sait trop encore pour quels candidats, si toutefois le choix est possible.

Pendant ce temps, les Etats-Unis poursuivent le retrait de leurs troupes, mais rien n'indique, bien au contraire, que Washington ait cessé de s'intéresser aux événements du Vietnam et d'y soutenir ses protégés. Ces derniers temps, de nombreuses études ont été entreprises au sujet de la « vietnamisation » de l'économie, autrement dit pour déterminer dans quelles conditions un Vietnam du Sud viable pourrait être bâti, qui serait solidement amarré au « monde libre ». L'une de celles-ci a été rédigée pour le compte de l'Institut for Defence Analysis — institution financée par le Pentagone — par M. Arthur Smithies, dont les liens avec la C.I.A. sont notoires. Plus récemment, le 28 mai 1971, le département d'Etat a signé avec l'université de Columbia un contrat de recherches sur la possibilité d'associer les organisations internationales à la reconstruction du Vietnam (du Sud). L'étude durera sept mois, coûtera 42 935 dollars et sera en particulier menée par le même M. Smithies et le professeur Allan Goodman, auteur d'articles sur l'économie d'un Vietnam du Sud indépendant. A ces divers travaux il convient d'ajouter celui du professeur E. Benoît, de l'université de Columbia, qui a rédigé, pour le compte de la Banque asiatique de développement, un document sur l'économie sud-vietnamienne auquel le département d'Etat attache, croyons-nous, une

grande importance. Le commun dénominateur de ces études est que le Vietnam du Sud constituera à l'avenir un Etat séparé du Nord et sera inséré dans l'économie de marché. Tel est le point de départ de ces analyses, dont le caractère officieux est indéniable.

Le rapport Smithies, qui ne semble pas être destiné à la pu-

get militaire de Saigon représente environ 30 % du produit national brut du Sud et que cette proportion ne sera pas réduite de sitôt, l'auteur passe en revue les obstacles au développement engendrés par la guerre : très importante chute des exportations, doublement en dix ans des importations, corruption, forte consommation, épargne insuffi-

CONTRADICTIONS

Les gouvernements de Washington et de Saigon souhaitent que les investisseurs privés placent leurs capitaux au Vietnam du Sud. Il n'est cependant pas certain qu'ils gagnent la partie.

En juillet, le département d'Etat a tenté de faire voter par le Sénat un amendement permettant à l'agence pour le développement international d'assurer les investissements privés au Sud. La commission « ad hoc » repoussa le texte proposé.

D'autre part, la revue « Oil and Gas Journal », qui représente les intérêts des grandes firmes pétrolières américaines, a publié le 28 juillet un important éditorial. On y lit : « Saigon a commis une sérieuse erreur en accélérant ses plans d'attribution de zones de recherche off-shore pour la prospection de

pétrole dans la mer de Chine du Sud. (...) Ce geste ne peut avoir qu'un résultat : donner du poids aux absurdes accusations selon lesquelles la guerre en Asie du Sud-Est se prolonge afin de protéger les intérêts des compagnies pétrolières américaines. (...) Le gouvernement américain doit user de tous les moyens en son pouvoir pour persuader Saigon de n'attribuer les zones de recherche qu'une fois la guerre terminée, ou les troupes américaines retirées. (...) Cela ne signifie pas que le Sud doit éternellement laisser inexploitées ses ressources pétrolières potentielles. Ce pays aura besoin de pétrole pour sa reconstruction d'après guerre. Il aura besoin de l'aide des compagnies internationales — et il l'obtiendra — (...), mais il n'est pas besoin de se presser pour accorder des permis. »

blication, opte tout d'abord en faveur de la solution « nettement préférable » et aussi « réalisable » d'un rétablissement de la sécurité sur le plan militaire « suffisamment grand pour permettre à l'économie (sud-vietnamienne) de fonctionner dans le cadre du marché et orientée vers l'économie mondiale, tant en ce qui concerne le commerce que l'utilisation de capitaux étrangers ». « Il ne semble pas, écrit l'auteur, que la négociation avec le Nord pourra aboutir à une prochaine ou rapide démobilisation de ces forces (les 1 500 000 soldats de l'armée de Saigon). La meilleure prévision possible semble être une impasse militaire ou un dépérissement de la guerre, processus qui peut durer une décennie ou plus. »

Après avoir rappelé que le bud-

sante, etc. Il ne pense pas cependant que les Etats-Unis pourront éternellement financer le déficit du commerce extérieur (700 millions de dollars par an). Mais, écrit-il, la guerre a permis la formation de nombreux techniciens et provoqué la mise en place d'une infrastructure routière et portuaire. M. Smithies concède qu'il y a eu des destructions, mais, somme toute, selon lui, les aspects positifs l'emportent sur les aspects négatifs. Bref, « à un coût fantastiquement élevé, la guerre a rempli certaines des préconditions nécessaires au développement ». Aucun mot, dans ce froid rapport d'économiste, du million de morts chez les militaires, des centaines de milliers de victimes civiles et des hordes de réfugiés...

Cela étant dit, quelle politique

peut-on suivre ? « Selon presque tous les observateurs qui ont étudié le problème récemment, l'avenir du Vietnam (du Sud) devrait se situer dans le cadre de l'économie mondiale plutôt que dans un cadre étiqué » (*economic parochialism*) : les exemples de Taïwan, de la Corée du Sud, de Singapour ne sont-ils pas probants ? D'autre part, « les perspectives d'avenir seront modifiées si du pétrole est découvert », étant entendu que « la production et l'exportation du pétrole sont le fait d'entreprises étrangères ». Si une telle politique est mise en pratique, « l'aide étrangère devra être poursuivie pendant au moins une décennie ». Elle devra être à la fois publique et privée et contribuer à former une classe capitaliste locale. Il serait juste, estime M. Smithies, que le Japon supportât une bonne partie du fardeau puisque aussi bien les firmes nippones ont finalement été les grandes bénéficiaires de l'assistance américaine. De toute façon, écrit l'auteur, l'aide à Saigon devrait « être de l'ordre de 500 millions de dollars par an » pendant les dix années à venir.

Maintien de la dépendance

Pour M. Goodman, d'autre part (*Asian Survey*, janvier 1971), il découle des décisions prises à Washington comme à Saigon que « la vietnamisation dans le domaine économique doit être considérée comme le maintien ou l'accroissement de la dépendance économique du Vietnam, plus que comme une autosuffisance accrue allant de pair avec une autosuffisance militaire ».

L'étude rédigée par M. E. Benoît pour la Banque asiatique de développement présuppose que la guerre mourra d'elle-même en 1973 par le retrait des troupes de Hanoï et l'abandon progressif de la lutte par le F.L.N. Cependant, le conflit pourrait reprendre plus tard, et il faudra donc que Saigon demeure militairement prêt, « pendant le reste de la décennie », à recommencer la lutte.

Le fait saillant est la dépendance du Vietnam du Sud à l'égard des Etats-Unis : l'aide économique est passée de 146,6 millions de dollars en 1961 à 614,4 millions de dollars en 1970, totalisant 3 980 millions de dollars en dix ans ; l'aide militaire de 65 millions à 1 900 millions de dollars, soit 7 757,5 millions de dollars en dix ans ; l'assistance mili-

L'étude rédigée par M. E. Benoît pour la Banque asiatique de développement présuppose que la guerre mourra d'elle-même en 1973 par le retrait des troupes de Hanoï et l'abandon progressif de la lutte par le F.L.N. Cependant, le conflit pourrait reprendre plus tard, et il faudra donc que Saïgon demeure militairement prêt, « pendant le reste de la décennie », à recommencer la lutte.

Le fait saillant est la dépendance du Vietnam du Sud à l'égard des Etats-Unis : l'aide économique est passée de 146,6 millions de dollars en 1961 à 614,4 millions de dollars en 1970, totalisant 3 980 millions de dollars en dix ans ; l'aide militaire de 65 millions à 1 900 millions de dollars, soit 7 757,5 millions de dollars en dix ans ; l'assistance totale se monte à environ 16,9 milliards de dollars, si l'on y inclut les revenus provenant des diverses opérations liées à la guerre, les constructions de routes, de ponts, etc.

De 1970 à 1975, elle devrait atteindre 13 milliards de dollars, dont 9 milliards de dollars d'aide militaire. Cependant, les dépenses militaires américaines sur place diminuant au fur et à mesure des rapatriements de troupes, des mesures doivent être prises. Le Vietnam est notamment invité à produire aux fins d'exportation des « composants » de produits élaborés que des « sociétés multinationales » seraient chargées de vendre sur le marché mondial. Ici encore, la Corée du Sud et Taiwan sont cités en exemple.

Quelle « force résiduelle » ?

Les conceptions qui servent de base à ces études, sont, est-il besoin de le préciser, totalement étrangères à celles du G.R.P., qui y verra une indication de plus que Washington conserve l'espoir de « gagner » en Indochine d'une façon ou d'une autre. Déjà la notion de « force résiduelle » au Vietnam du Sud n'a été ni définie ni chiffrée. En outre, si la « main-d'œuvre » tend à changer de couleur de peau sur le terrain des opérations, la contribution des Etats-Unis au budget de la « pacification » est encore cette année de 696 millions de dollars (un peu moins qu'en 1970, mais beaucoup plus qu'en 1969) : celle de Saïgon au même budget n'est que de 72 milliards de piastres, soit environ 6 millions de dollars (au taux officiel) à 50 % financés par Washington. En outre, l'absence de réponse aux propositions du G.R.P., l'augmentation importante de l'aide à Phnom-Penh, la violation, admise officiellement par Washington, des accords de Genève sur le Laos indiquent suffisamment que la guerre n'est pas près de finir.

Le retour de la paix à Saïgon placerait de toute façon les Américains dans une position difficile ailleurs : l'arrêt des hostilités au Vietnam du Sud entraînerait la cessation de l'assistance militaire décisive fournie par l'armée de Saïgon au régime Lon Nol et retirerait toute « justification » aux raids contre le Pathet-Lao et la piste Ho-Chi-Minh. Or, en admettant que le fait de négocier ait signifié de la part de Washington une volonté d'en finir avec le conflit au Vietnam du Sud, aucun indice ne peut être noté d'un changement de politique dans les deux pays voisins. Le financement de recherches sur l'avenir d'un Vietnam du Sud coupé du Nord, intégré dans une Asie du Sud-Est anti-communiste, confirme la détermination du président Nixon d'appliquer un programme totalement opposé à celui du G.R.P. Cette « continuité » ne peut que contribuer à réduire encore la portée des conversations de Paris.